

François Hollande, ou la crédibilité en fuite

LE MONDE | 18.12.2012 à 14h22 • Mis à jour le 18.12.2012 à 14h22 | Par Gérard Courtois (France)



Manifestation en faveur du "mariage pour tous" à Lyon, le 15 décembre. AFP/JEFF PACHOUD

Avant la trêve des chroniqueurs, il n'est pas trop tard pour le constater : la France est un bien curieux pays. Elle s'enorgueillit d'avoir vu naître Descartes et d'avoir allumé les Lumières. Elle se targue volontiers d'être la patrie de la raison, donc de la sagesse. Il ne se passe pourtant pas une semaine sans qu'elle s'embarque et s'emballle dans de folles controverses et d'invraisemblables psychodrames. La moindre polémique y devient, sans tarder, affaire d'Etat.

Ainsi de l'exil fiscal de Gérard Depardieu. L'on était bien naïf de croire, il y a huit jours, que quelques mots suffiraient pour fustiger la sécession d'un acteur hors normes, comptant ses sous comme des entrées de cinéma. Chacun, depuis, s'est monté le bourrichon, de féroces répliques ont été échangées et cette histoire peu glorieuse a tourné au drame national. Premier ministre en tête, chacun y a mis du sien jusqu'à transformer le grand Gégé en héraut des exilés de Néchin, fuyant l'impôt sans souci du qu'en dira-t-on. Encore moins d'une élémentaire solidarité nationale.

Affaire d'Etat, encore, la bataille du "mariage pour tous". Trente ans après la dépénalisation de l'homosexualité, treize ans après la reconnaissance légale, par le pacs, du couple homosexuel, voilà une réforme qui aurait dû susciter un relatif consensus. Tout pouvait y contribuer : l'évolution aussi spectaculaire que salutaire des moeurs et des mentalités, l'exemple des législations déjà en vigueur dans de nombreux pays européens, enfin la logique démocratique garantissant l'égalité des droits entre couples du même sexe et de sexe différent.

Au lieu de quoi l'on assiste à un affrontement vindicatif entre Anciens et Modernes, conservateurs et progressistes, religieux et laïcs, droite et gauche. Comme si, pour les premiers, les fondements de la famille étaient menacés et le socle de la société ébranlé.

Ont-ils oublié qu'ils nous annonçaient déjà la fin du monde, ou quasiment, lors de l'instauration du pacs, dont ils vantent aujourd'hui les mérites ? Leur a-t-il échappé que l'institution du mariage elle-même s'est singulièrement érodée, puisque 44 % seulement des couples français sont aujourd'hui mariés ?

Il est vrai, à la décharge de l'opposition, que le chef de l'Etat l'a bien aidée dans son offensive. Godillant d'un bord à l'autre, invoquant un jour la "*liberté de conscience*" des maires avant de se rétracter le lendemain, écartant le droit à la procréation médicalement assistée pour les couples de femmes avant de s'en remettre, désormais, à la sagesse du Parlement, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas témoigné d'une fermeté de conviction à toute épreuve. Et n'a pas contribué à calmer les esprits.

Le même grief peut être fait à François Hollande à propos de cet autre psychodrame, de cette autre affaire d'Etat qu'est devenu le sort de l'aciérie de Florange et de ses deux hauts-fourneaux, les derniers de Lorraine. Les mésaventures de Nicolas Sarkozy sur le site voisin de Gandrange, fermé en 2008 par ArcelorMittal, auraient pourtant dû inciter le président de la République à la prudence et à la clarté.

On ne joue pas impunément avec des symboles aussi forts : celui de la désindustrialisation française face à une mondialisation sans états d'âme, celui de la puissance ou de l'impuissance de l'Etat, celui enfin de la nationalisation, cet étendard de la gauche triomphante de 1981.

M. Hollande a "joué", et il a perdu. Certes, les 630 emplois de Florange sont, pour l'heure, sauvegardés, si toutefois Lakshmi Mittal tient cette fois-ci ses engagements. Mais au prix d'un pataquès gouvernemental désastreux et d'une défiance irrémédiable des salariés du site et d'ailleurs. En jouant sur tous les tableaux, en voulant garder tous les fers au feu, en laissant le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, explorer très sérieusement la piste d'une nationalisation temporaire, en laissant le premier ministre trancher en sens inverse et humilier M. Montebourg, en soutenant l'un sans désavouer l'autre, et vice versa, le président a brouillé tous les messages. A trop finasser, il a oublié d'exercer sa fonction première : arbitrer.

Il en paye aujourd'hui le prix, brutalement. Dans les urnes et dans les sondages. Les trois élections législatives partielles que la droite vient de remporter dans l'Hérault (avec la défaite de la députée socialiste élue en juin), les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne en attestent : dans les trois cas, en dépit de la bataille de chiffonniers entre M. Copé et M. Fillon pour la présidence du parti, l'UMP a progressé de 10 à 12 points, tandis que la gauche plafonnait dans l'Hérault et régressait de 8 points dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne.

Les sondages sont tout aussi sévères. Selon les toutes dernières enquêtes, M. Hollande et M. Ayrault poursuivent leur dégringolade, sept mois après leur entrée en fonctions : le premier recueille 37 % de satisfaction selon l'IFOP, en recul de 3 points en un mois (*Le Journal du dimanche*), et 35 % pour Ipsos, en chute de 6 points (*Le Point*). Quant au premier ministre, il tombe à 35 % et 33 % selon ces deux instituts, en recul de 5 à 6 points. La défiance est nette chez les ouvriers, avec un tiers seulement de jugements positifs en faveur du président.

Ces résultats ne sont guère surprenants. Il y a à peine plus d'un mois, lors d'une conférence de presse réussie, le chef de l'Etat avait fixé le cap de son quinquennat. En trois mots : rigueur budgétaire + pacte de compétitivité + nouveau contrat social. Le tout était apparu courageux ou, à tout le moins, cohérent.

Les hésitations dans la gestion du dossier Florange et, à un moindre degré, de la réforme du mariage ont largement détruit cette cohérence et jeté le doute sur la détermination présidentielle. De nouveau, le flou est de mise. Et c'est, au fond, la seule affaire d'Etat essentielle du moment, alors que le chômage explose et que la récession menace en 2013.

François Hollande aurait tort de croire que, selon la formule consacrée, "*on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment*". A trop la cultiver, c'est sa crédibilité et son autorité qui seront lourdement menacées. Il n'aura pas trop de la trêve de Noël pour résoudre cette équation, aussi politique que personnelle.

courtois@lemonde.fr

Gérard Courtois (France)